

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



T/AC.36/SR.3

23 mai 1951

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

DISTRIBUTION GENERALE

le 8 juin 1951

COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE RURAL DANS LES TERRITOIRES
SOUS TUTELLE

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA TROISIEME SEANCE

Tenue au Siège, New-York,

le mardi 15 mai 1951, à 14 heures 30

SOMMAIRE

- Modalités de travail (suite); préparation des documents.

PRESENTS

Président : Le prince WAN WATTAYAKON Thaïlande

Membres : M. Y.W. LIU Chine
M. SAYRE Etats-Unis d'Amérique
M. LAURENTIE France
M. de MARCHENA République Dominicaine
M. MATHIESON Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord

Secrétariat : M. HARRIS Secrétaire du Comité

MODALITES DE TRAVAIL (suite)

Le PRÉSIDENT prie le Secrétaire d'exposer où en sont les études que le Comité a confiées au Secrétariat.

M. HARRIS (Secrétaire du Comité) indique que des documents sur la législation relative au régime foncier et à l'aliénation des terres dans sept Territoires sous tutelle ont paru sous les cotes T/AC.36/L.1, T/AC.36/L.2, T/AC.36/L.3, T/AC.36/L.4, T/AC.36/L.6 et T/AC.36/L.7. Les documents relatifs au Tanganyika, au Togo sous administration britannique et au Ruanda-Urundi, seront vraisemblablement à la disposition des membres du Comité au début de la semaine suivante. Il faudra attendre, pour entreprendre l'étude relative à la législation foncière en Somalie sous administration italienne, d'avoir reçu les documents de base de l'Autorité chargée de l'administration. On a distribué aux membres du Comité, sous forme hectographiée, un rapport intitulé "Etudes se rapportant aux travaux du Comité". Ce rapport, relatif à l'état des études sur le régime foncier et le développement économique rural, a été établi à la suite de décisions prises par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social, le Comité spécial pour l'examen des renseignements transmis en vertu de l'Article 73 e) de la Charte et les institutions spécialisées. Il paraîtra prochainement sous la cote T/AC.36/L.8.

Le Secrétaire général a prié les autorités chargées de l'administration : a) de fournir des renseignements sur la législation foncière qu'elles se proposeraient d'adopter, b) de préparer un rapport sur les régimes fonciers traditionnels et les changements survenus dans leurs formes coutumières sous l'influence des conditions modernes, et c) de présenter un exposé de la politique suivie et de son application pratique en ce qui concerne le régime foncier et l'aliénation des terres, compte tenu du développement économique des Territoires sous tutelle. La seule réponse parvenue jusqu'ici est celle du Gouvernement des Etats-Unis; elle contient des renseignements préliminaires et sera publiée sous la cote T/AC.36/L.9.

M. SAYRE (Etats-Unis d'Amérique) regrette que son Gouvernement n'ait pas été en mesure de fournir en temps voulu les renseignements détaillés que le Secrétaire général demandait dans sa lettre du 16 mars. On est en train de les réunir et M. Sayre espère qu'ils parviendront au Comité sous peu.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) annonce que les renseignements demandés au Royaume-Uni au sujet de la législation envisagée, des principes directeurs appliqués en matière de régime foncier et des autres questions relatives aux terres, viennent seulement de lui parvenir et qu'il pourra en fournir un exemplaire à chacun des membres du Comité. Il demandera au Secrétariat de faire reproduire le mémoire principal qui comprend quatre parties. La première partie est une introduction générale dans laquelle sont décrits le champ d'application de l'étude et la portée du mémoire, le rôle de la terre dans la société africaine, les problèmes que soulèvent les régimes fonciers locaux, l'incidence du développement et la politique suivie par le Royaume-Uni en ce qui concerne le régime foncier, l'aliénation des terres et leur utilisation. Dans aucun des Territoires sous tutelle intéressés la législation envisagée n'est pas encore arrivée au stade où le Comité pourrait en discuter avec profit, aussi n'en est-il pas fait état dans le mémoire. La deuxième partie traite des questions foncières au Tanganyika, la troisième partie du Togo (sous administration britannique) et la quatrième partie du Cameroun sous administration britannique. La cinquième partie contient une bibliographie; la section I a) de la bibliographie énumère les documents joints en annexe au mémoire. En réalité, trois de ces documents ne figurent pas dans l'annexe; ce sont le Colonial Empire 1939-1947; le Report of a Survey of Problems in the Mechanization of Native Agriculture in Tropical African Colonies et l'article numéro de mars 1950 de la publication Corona. The Cameroons paru dans le/ Ces documents seront communiqués le plus tôt possible. La section I b) de la bibliographie contient la liste des documents que l'on peut consulter dans les bibliothèques des Nations Unies et la section I c), la liste des autres ouvrages publiés dont on s'est servi pour rédiger le mémoire. M. Mathieson fait observer que la section de la bibliographie relative au Tanganyika devrait être la section II et non la section III et que, dans la bibliographie relative au Togo, le premier document comme indiqué comme joint en annexe manque en réalité. En ce qui concerne les dispositions législatives mentionnées dans le mémoire, la Secrétaire du Comité en a reçu les textes que les membres du Comité peuvent consulter. Parmi les autres annexes qui ne sont pas mentionnées dans la bibliographie mais qui sont à la disposition du Comité, figurent des rapports relatifs aux limites imposées par la mouche tsé-tsé à la culture des terres, le Revised Development and Welfare Plan for Tanganyika, un exposé sur l'avenir de l'Overseas Food Corporation, et deux rapports de la Côte de l'Or, sur la remise en état des forêts d'une part, et des plantations de cacaoyers,

d'autre part.

Le PRESIDENT remercie la délégation du Royaume-Uni des documents qu'elle a communiqués.

M. LAURENTIE (France) regrette que la France n'ait pas encore pu transmettre les documents demandés. Ce retard avait déjà été prévu à la séance précédente du Comité; en effet, les documents demandés sont nombreux et traitent de questions très diverses. Le Gouvernement français voudrait ne présenter que des documents de grande valeur.

Toutefois, le Secrétariat a préparé d'excellentes études et comme le Comité a décidé de commencer ses travaux par la discussion de la législation foncière, on pourra sans inconvénient prendre, comme base de la discussion, l'analyse de la législation française préparée par le Secrétariat.

Le PRESIDENT accepte que le Comité commence ses travaux par une étude de la législation. Toutefois, pour que cette étude présente un réel intérêt, il faudrait que le Comité dispose de renseignements sur la politique foncière suivie par les Gouvernements intéressés, et notamment sur l'utilisation des terres.

Il estime, également, que le Comité doit prendre des décisions qui lui donnent une vue d'ensemble de la situation et qui permettent au Secrétariat d'obtenir les renseignements demandés. Il semble au Président que, pour les différents Territoires sous tutelle, les données suivantes manquent au Comité:

a) Un tableau général de la répartition actuelle des diverses terres, (terres cultivées, forêts, mines, terres stériles, etc...) et, pour chacune de ces catégories de terres, de la superficie détenue par les autochtones d'une part et par les non-autochtones d'autre part.

b) Type de régime foncier appliqué à ces terres - formes coutumières, bail, terres détenues en toute propriété, etc...

c) Répartition de la population indiquant les régions habitées principalement par les autochtones et les régions habitées principalement par les non-autochtones.

d) Renseignements sur l'aliénation des terres dans le passé commençant par un exposé des aliénations auxquelles ont procédé les anciennes administrations allemandes ou japonaises et indiquant les modifications apportées par les administrations actuelles.

Le Président espère que ces renseignements figureront dans les documents communiqués par les Autorités chargées de l'administration, mais il faut cependant charger le Secrétariat de réunir ces données.

M. SAYRE (Etats-Unis d'Amérique) partage, dans une large mesure, le point de vue du Président. Selon lui, le Comité doit aborder l'étude de deux importantes questions : 1) le régime foncier, et 2) l'utilisation des terres. Ces deux questions portent sur la politique suivie et son application pratique, ainsi que sur la législation en vigueur ou envisagée. Le Comité ayant décidé de commencer par la question du régime foncier, le Secrétariat a préparé d'excellentes études relatives à la législation foncière. M. Sayre remercie vivement le représentant du Royaume-Uni des documents présentés par sa délégation à la séance. Avant de se livrer à un débat quant au fond au sujet des documents qui viennent d'être soumis, le Comité devra disposer d'un certain temps pour les étudier avec soin; mais il pourrait utilement commencer tout de suite à établir le plan de ses travaux futurs. Il n'y a pas de temps à perdre; le Comité doit présenter au Conseil de tutelle, avant la fin de juillet, d'importantes conclusions préliminaires que le Conseil pourra adopter, modifier ou rejeter. L'Assemblée générale attend pour sa prochaine session un rapport sur l'état des travaux du Comité.

Le représentant des Etats-Unis estime qu'il faut commencer immédiatement à rassembler les documents nécessaires à l'étude de l'utilisation des terres. Il conviendrait d'inviter le Secrétariat à entreprendre cette tâche immédiatement.

Un problème se pose à propos de l'aliénation des terres; la Quatrième Commission portera un intérêt particulier à cette question, et le Comité ne pourra traiter ce problème utilement que s'il dispose de renseignements sur la politique suivie par les Autorités chargées de l'administration en ce qui concerne le régime foncier et l'utilisation des terres. Le Comité doit 1) commencer une étude approfondie des documents relatifs au régime foncier dont il dispose déjà; 2) se préparer à étudier en détail la question de l'utilisation des terres et 3) passer ensuite à la question de l'aliénation.

Le PRÉSIDENT explique que lorsqu'il a présenté ses observations, il ne perdait pas de vue la question de l'aliénation des terres, mais qu'il lui paraît également nécessaire d'étudier la question de l'utilisation des terres. Les membres du Comité pourraient trouver commode d'étudier d'abord la documentation communiquée par le Royaume-Uni; il leur serait plus facile ensuite d'adopter une méthode de travail.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) approuve cette façon d'aborder la question. Il fait observer qu'à l'heure actuelle le but du Comité est de présenter au Conseil de tutelle, pour sa prochaine session, un rapport sur l'état de ses travaux. M. Mathieson estime que ce rapport doit faire ressortir que le Comité ne s'est pas contenté d'étudier la situation actuelle mais a examiné tous les aspects de la question foncière. Dans la première partie d'un tel rapport sur l'état de ses travaux, le Comité pourrait présenter la situation telle qu'elle est actuellement, et dans la deuxième partie montrer comment, à certains égards, la politique suivie en matière d'utilisation des terres a modifié ou peut modifier la situation actuelle. On ne peut pas étudier séparément les questions relatives au régime foncier à l'utilisation des terres et à leur aliénation. Ces trois questions sont liées et doivent être étudiées ensemble.

Lorsqu'ils auront étudié le mémoire présenté par le Gouvernement du Royaume-Uni, les membres du Comité sauront s'ils partagent ce point de vue. Le Comité doit songer qu'il convient d'entreprendre au plus tôt la préparation de certaines parties du rapport sur l'état des travaux. Le Secrétariat pourrait établir un avant-projet. Pour toute discussion de fond relative aux questions d'utilisation ou d'aliénation des terres, ou de politique foncière, etc., M. Mathieson estime que le rapport doit se borner à une description générale du sujet, indiquer les problèmes qui se sont posés, et signaler que le Comité espère les aborder à l'avenir.

M. Y.W. LIU (Chine) rappelle qu'une résolution qui stipulait qu'aucune terre appartenant à des autochtones ne devait être aliénée, a été présentée à de nombreuses séances de la Quatrième Commission et du Conseil de tutelle, mais n'a jamais été adoptée. Ceci amène le représentant de la Chine à penser qu'il existe peut-être, dans le cadre des accords de tutelle, des conceptions de la propriété foncière, fondamentalement divergentes; par exemple, celles qui ont cours à Nauru et celles qui sont admises au Cameroun sous administration britannique, ou celles qui s'inspirent du concept britannique des "terres de la Couronne". M. Liu se demande si le représentant du Royaume-Uni pourrait renseigner le Comité sur ce point, car l'existence de conceptions aussi différentes pourrait rendre malaisée la tâche du Comité.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) pense que la lecture du memorandum du Gouvernement du Royaume-Uni, répondra à la question du représentant de la Chine au sujet des Terres de la Couronne. Il reconnaît qu'il faudrait définir certaines expressions, car les termes relatifs à la propriété foncière varient selon les différentes législations. D'ordinaire, l'expression "aliénation" se rapporte à la propriété, mais, en réalité, c'est l'utilisation de la terre par le propriétaire plutôt que le fait qu'elle lui appartient, qui est important. Le représentant du Royaume-Uni estime donc que le Comité doit consacrer plus d'attention aux résultats de l'utilisation des terres qu'à la seule question de savoir à qui elles appartiennent.

M. de MARCHENA (République Dominicaine) demande des éclaircissements sur un point du memorandum du Royaume-Uni. Il y est dit qu'au Tanganyika, sur une superficie de 342.706 milles carrés, 3.121 milles carrés seulement ont été aliénés et que la politique a donné à cette situation une importance hors de proportion avec sa portée véritable. C'est une déclaration surprenante et M. de Marchena serait heureux que le représentant du Royaume-Uni veuille bien l'expliquer.

La question dont le Comité est saisi peut être envisagée d'un point de vue statique et d'un point de vue dynamique. La législation fait partie du cadre statique dans lequel se déroule le conflit entre la législation et le droit coutumier. Ce conflit comporte des aspects politiques sur lesquels il convient de faire la lumière. Il convient d'examiner les problèmes politiques que soulève l'aliénation des terres en même temps que ses aspects pratiques.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) répond que, dans le paragraphe en question, on entend par "aliénation" les transferts de biens fonciers à des non-autochtones et qu'étant donné la faible proportion des terres aliénées, il est surprenant qu'on leur ait accordé une telle attention. La délégation du Royaume-Uni n'essaie pas de minimiser le problème : l'aliénation des terres a une portée politique et elle a fait naître des différends. Le memorandum fait ressortir la disproportion entre la superficie des terres aliénées et l'agitation qui en est résultée.

Au sujet de l'évolution du régime foncier que l'on doit aux progrès modernes, on fait également ressortir, dans la partie du mémorandum qui traite des régimes fonciers indigènes, que ceux-ci contrariaient parfois une évolution rationnelle. On peut définir cette évolution comme comportant les mesures propres à porter la productivité et le bien-être à leur maximum.

Le PRESIDENT appelle l'attention sur les deux propositions dont le Comité est saisi : 1) les suggestions présentées par M. Sayre, touchant l'utilisation des terres; 2) la proposition du Président relative aux renseignements sur l'aliénation des terres.

M. LAURENTIE (France) se demande si le Comité n'est pas en train d'essayer de faire plus qu'on ne lui demande. L'étude de la législation foncière comprendra nécessairement celle de l'aliénation des terres qui résulte, somme toute, de la législation. Ce qui reste en dehors du domaine de la législation, c'est l'utilisation des terres, et il faut maintenant inviter les Autorités chargées de l'administration à fournir des renseignements sur ce point. Pour le représentant de la France, l'utilisation des terres signifie le but poursuivi par la politique agricole de l'Autorité chargée de l'administration. Les renseignements demandés devraient être plus détaillés que les exposés qui figurent dans les rapports annuels.

On peut dès maintenant entreprendre : 1) une étude de l'aliénation des terres telle qu'elle ressort d'un examen de la législation foncière et de ses conflits avec le droit coutumier; 2) le rassemblement de renseignements sur l'utilisation des terres.

Le PRESIDENT partage l'opinion du représentant de la France. A son avis, les questions foncières ont deux aspects : l'aspect "statique" et l'aspect "dynamique". Le Président estime que c'est une interprétation trop étroite que de considérer l'aspect "statique" des problèmes fonciers comme ne comprenant que la législation actuelle; d'autres facteurs entrent en jeu dans la situation actuelle : la répartition de la population et celle des terres. Le Président croit comprendre que le représentant du Royaume-Uni suggère au Comité de ne traiter pour le moment que de l'aspect "statique" du problème, tandis que le représentant des Etats-Unis voudrait que l'on passât à son aspect "dynamique". Le Président incline à se ranger du côté du représentant des Etats-Unis, car pour formuler des recommandations

touchant l'aliénation des terres, le Comité a besoin de renseignements sur les principes et la pratique suivis en matière d'utilisation des terres et doit chercher à les obtenir. Toutefois, le Président invitera d'abord le représentant des Etats-Unis à développer ses idées, car il estime que, sans explication complémentaire, l'expression "utilisation des terres" a une acception trop large.

M. SAYRE (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que le Comité a pour mandat d'étudier les politiques, lois et usages en vigueur relativement au régime foncier, à l'utilisation des terres et à l'aliénation des terres, tels sont les problèmes que le Comité doit traiter.

Par utilisation des terres, M. Sayre entend la question de savoir comment on peut rendre les terres plus productives, afin d'améliorer le niveau de vie des habitants. C'est ainsi que, par l'emploi de nouvelles méthodes technologiques ou d'engrais améliorés, on peut augmenter la productivité, ou qu'à une économie de subsistance, peut faire place une production accrue d'exportation ou la création des industries subsidiaires. Pour aborder intelligemment le problème, le Comité a besoin de savoir de quels principes s'inspire en la matière chacune des Autorités chargées d'administration pour chaque territoire sous tutelle. Le Comité doit également rechercher des renseignements sur les politiques suivies en ce qui concerne la conservation des ressources naturelles et l'adoption de techniques perfectionnées. M. Sayre note que le mémorandum du Gouvernement du Royaume-Uni fait état de la diversité des objectifs immédiats de l'utilisation du sol; au nombre de ces objectifs figurent notamment la lutte contre les insectes et les plantes nuisibles, la lutte contre l'érosion, l'amélioration de la qualité des récoltes, la réglementation de l'exploitation minière, etc.. Il convient d'obtenir des renseignements sur les principes directeurs dont s'inspirent toutes les Autorités chargées d'administration et d'inviter le Secrétariat à se les procurer immédiatement. Le représentant des Etats-Unis estime que le Comité devrait soumettre au Conseil, vers la mi-juillet, un rapport sur l'état de ses travaux.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) estime que le rapport au Conseil de tutelle, sur l'état des travaux du Comité, pourrait ne pas se borner à l'étude des seuls aspects statiques de la question. Dans le délai dont il dispose, le Comité pourrait élucider les divers problèmes dont il est saisi et considérer la question dans son ensemble, et la situer dans son cadre. Les principes sur lesquels se

fonde l'utilisation des terres font partie de ce cadre, et l'aliénation des terres pourrait être considérée en fonction de ceux-ci.

On trouve dans le mémorandum du Royaume-Uni des éléments qui ne sont pas du domaine de la législation foncière, par exemple des indications relatives à qui détient telle parcelle de terre, et dans quelles conditions, etc.... M. Mathieson reconnaît qu'il convient de demander des renseignements de la nature indiquée dans la proposition de M. Sayre, mais il fait remarquer que ces renseignements se trouvent déjà dans le mémorandum du Royaume-Uni.

Peut-être serait-il bon de demander aux Autorités chargées de l'administration de répondre à la question suivante :

"Quelles sont les considérations découlant des principes appliqués en matière d'utilisation des terres, dans les Territoires sous tutelle, sur l'initiative des Autorités chargées d'administration, qui ont une influence sur la politique de ces Autorités en matière de propriété et d'aliénation des terres ?"

M. LIU (Chine) voudrait poser la question à rebours : quelles sont les politiques relatives à la propriété et à l'aliénation des terres qui ont une influence sur l'utilisation des terres ?

Le PRESIDENT consulte les membres du Comité. Il est décidé de transmettre aux Autorités chargées de l'administration la question proposée par le représentant du Royaume-Uni.

Le Secrétariat est invité à se procurer auprès des Autorités chargées de l'administration les renseignements relatifs à l'aliénation des terres et à leur utilisation.

M. SAYRE (Etats-Unis d'Amérique) rappelle la suggestion tendant à ce que le Secrétariat commence à rédiger un rapport où serait présentée sous forme résumée la législation foncière actuellement en vigueur dans les divers territoires.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) estime que les résumés relatifs à la législation foncière constituent sans doute des exposés exacts du point de vue juridique, mais qui paraîtront quelque peu indigestes si on les insère sous leur forme présente dans le rapport au Conseil de tutelle. Le Secrétariat pourrait peut-être en préparer une paraphrase succincte.

M. HARRIS (Secrétaire du Comité) pense qu'étant donné la nature particulièrement complexe de la législation foncière, il pourrait être difficile de résumer les documents relatifs à la législation foncière préparés par le Secrétariat.

M. MATHIESON (Royaume-Uni) suggère d'indiquer dans un chapitre portant sur un territoire déterminé la répartition de la population et le pourcentage des terres détenues selon les formes coutumières, à bail, ou en toute propriété, etc...; un exposé sur la législation applicable à chacune de ces formes de détention des terres figurerait également dans le chapitre. Le Comité aurait ainsi une description des effets de la législation plutôt qu'un résumé des dispositions de cette législation. Le Secrétariat pourrait peut-être préparer un chapitre-type du rapport intérimaire d'après les renseignements sur le Tanganyika qui figurent déjà dans le memorandum du Gouvernement du Royaume-Uni. Le Secrétariat pourrait également, si cela est nécessaire, utiliser d'autres renseignements officiels dans ce chapitre.

Le PRESIDENT demande au Secrétariat de préparer le chapitre-type suggéré par le représentant du Royaume-Uni. A la prochaine séance, le Comité examinera les résumés relatifs à la législation foncière préparés par le Secrétariat, ainsi que le memorandum du Royaume-Uni.

DATE DE LA SEANCE SUIVANTE

Le Comité décide de se réunir à nouveau le mercredi 23 mai 1951, à 10 heures 30.